\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Presidente de la República Nicolás Maduro

**c/o Ambassade de la République   
Bolivarienne du Venezuela**

Waldeggstrasse 47

Postfach 237

3097 Liebefeld

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Président,

**Nous demandons la libération immédiate et sans condition de Javier Tarazona, Rocío San Miguel, Carlos Julio Rojas et Kennedy Tejeda**. **Tous sont des prisonniers d’opinion, détenus uniquement en raison de leur travail de défense, d’éducation et de promotion dans le domaine des droits humains. Ils n’auraient jamais dû être arrêtés et désormais, leur vie a changé pour toujours.**

Javier Tarazona est éducateur et directeur de l’ONG FundaRedes. Il a été arrêté le 2 juillet 2021 alors qu’il tentait de signaler au parquet le harcèlement qu’il subissait de la part des autorités. Rocío San Miguel est avocate et présidente de Control Ciudadano, une organisation de la société civile. Elle a été arrêtée le 9 février 2024 et a eu l’épaule fracturée pendant sa détention, blessure qui nécessite une intervention chirurgicale en urgence et une rééducation. Carlos Julio Rojas est journaliste et responsable associatif. Il est détenu depuis le 15 avril 2024 pour avoir communiqué sur les problèmes touchant sa communauté. Kennedy Tejeda est un jeune avocat, bénévole pour l’organisation Foro Penal. Il a été arrêté le 2 août 2024 alors qu’il tentait d’obtenir des informations sur le lieu de détention de deux hommes dont l’arrestation avait été signalée.

Ces quatre prisonniers et prisonnières d’opinion ont subi de multiples autres graves violations des droits humains, dont une disparition forcée dans les jours qui ont suivi leur arrestation, la privation du droit d’être défendu par un·e avocat·e de confiance, des périodes de détention au secret, l’absence de soins médicaux, et plusieurs ont même déclaré avoir été soumis à des actes de torture.

Ces probables crimes de droit international et graves violations des droits humains font chacun l’objet d’un suivi et d’un examen minutieux de la part des mécanismes internationaux d’obligation de rendre des comptes, y compris de la Cour pénale internationale.

Le harcèlement, les menaces et la détention de défenseur·e·s des droits humains et les attaques contre la société civile plus largement doivent cesser immédiatement. Leur rôle, en pleine urgence humanitaire et crise des droits humains, doit être salué et protégé.

**Nous appelons à la libération immédiate et sans condition de Javier Tarazona, Rocío San Miguel, Carlos Julio Rojas et Kennedy Tejeda, ainsi que de toutes les victimes de détention arbitraire au Venezuela. Tant que ces personnes restent détenues, nous demandons que leurs droits à la vie et aux soins médicaux, à ne pas être soumis à la torture et à bénéficier de toutes les garanties d'un procès équitable soient pleinement protégés.**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copies**

- Ambassade du Brésil, Monbijoustrasse 68, 3007 Berne / Fax: 031 371 05 25 / E-mail: brasemb.berna@itamaraty.gov.br

- Ambassade de la République de Colombie, Zieglerstrasse 29, 3007 Berne / Fax: 031 350 14 09 / E-mail: esuiza@cancilleria.gov.co

- Ambassade d'Espagne, Kalcheggweg 24, 3006 Berne / Fax: 031 350 52 55 / E-mail: emb.berna@maec.es

- Ambassade des États-Unis d'Amérique / Sulgeneckstrasse 19, 3007 Berne / Fax: 031 357 73 20 / bernpa@state.gov ; bern-protocol@state.gov